

La menace salafiste impose de poser cette question : l'Arabie saoudite n'est-elle pas l'ennemi réel de notre société ? Depuis plusieurs années sinon depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Arabie saoudite est soupçonnée d'être à la source du prosélytisme de l'islamisme radical. Nos élections présidentielles ont permis d'ailleurs à la plupart des candidats mais pas tous d'évoquer cette réalité de la menace. Les citoyens quant à eux sont tout à fait conscients que les salafistes terroristes ayant attaqué la France ont pour soutien l'Arabie saoudite, sinon le Qatar.

En revanche, le gouvernement français évite le sujet et préfère se référer à un ennemi intérieur, islamiste radical, sponsorisé par daech à partir du Moyen-Orient. Alors qu'en est-il de la réalité de cet islamisme radical qui serait soutenu par l'Arabie saoudite ?

Un ouvrage permet de nous éclairer sur ce sujet. Publié en mars 2017, « Arabie saoudite, de l'influence à la décadence » a pour auteur Ardavan Amir-Aslani qui a déjà écrit plusieurs ouvrages sur ce Moyen-Orient compliqué. Avocat d'origine iranienne et membre de la réserve citoyenne, il apporte par cet ouvrage un éclairage averti sur ces relations souvent complexes.

Des rappels historiques et religieux nécessaires

Cet ouvrage fait un retour utile sur les particularités religieuses de cette branche de l'islam qui régit le fonctionnement de l'Arabie saoudite. Le wahhabisme est une forme de salafisme, issue du rite hanbalite, l'une des quatre écoles juridiques de l'islam. Initialement, ceux qui suivaient Abdel Wahhab s'appelaient les salafistes, les Saoudiens n'appréciaient pas d'être appelés « wahhabites ». Citant un chercheur américain, l'auteur souligne cependant que « tous les wahhabites sont salafistes mais tous les salafistes ne sont pas des wahhabites ».

Le théoricien de ce salafisme est Mohammed ben Abdel Wahhab (1703-1792). Celui-ci prônait un islam « pur » dont on peut retenir plusieurs principes fondamentaux : un monothéisme absolu, l'interdiction des innovations religieuses, le rejet de ce qui n'est pas musulman orthodoxe donc wahhabite, l'excommunication des mécréants (takfir) et le djihad. Si nous devons avoir un seul doute sur la filiation de daech, il peut être levé ici sous l'ombre de la doctrine religieuse. Daech est bien issue de ce courant de pensée.

En phase avec les préceptes du fondateur, cette vision religieuse doit être exportée et ce prosélytisme est organisé depuis de nombreuses années par l'Arabie saoudite. Un exemple parmi d'autres, le Pakistan accueillait 137 madrasas en 1947 et en 2003, plus de dix mille pour un coût d'un milliard de dollars par an pour les financer selon l'auteur. Le développement du wahhabisme dans un Etat nucléaire peut poser question d'autant que ce même programme nucléaire est aussi financé par l'Arabie saoudite.

L'enjeu de la garde des lieux saints par ailleurs est essentiel ; en fait, les Saoud ne sont devenus les serviteurs des lieux saints qu'en 1986 et ne les contrôlent que depuis 1924 après que les Anglais aient abandonné les hachémites pourtant gardiens des lieux saints depuis un millénaire, un effet à nouveau des accords Sykes-Picot, dont nous n'avons pas fini d'en mesurer les effets négatifs. Ce contrôle saoudien reste contesté par l'Iran qui ne le considère pas comme légitime exacerbant l'opposition entre chiites et sunnites.

Une société saoudienne fracturée et assiégée ?

L'historique de la famille des Saoud et les arcanes de sa conquête du pouvoir, comme de ses manœuvres pour y rester sont largement développés et instructifs. Les mouvements actuels sont bien sûr étudiés notamment avec la montée actuelle au pouvoir de jeunes dirigeants.

Les chutes du revenu du pétrole mettent désormais à terme le royaume en instance de faillite d'autant qu'il agit comme un Etat providence permettant notamment d'éviter un printemps arabe. Le pétrole représente en 2014 87% des revenus des exportations et 41% du PIB. Or d'un baril aux environs de 114\$, il est passé aujourd'hui aux environs de 50\$ après une forte chute faisant suite à la guerre des prix contre le pétrole de schiste qui a échoué par ailleurs. Ce faible coût du baril est insuffisant pour équilibrer le budget.

Certes, les rapports étroits entre la famille Saoud et les ulémas permettent aussi de maîtriser toute velléité de révolte interne et de malaise social d'autant que la charia régit l'Arabie saoudite et sa société. Cependant, les causes d'éclatement internes existent à la lecture de cet ouvrage. L'Arabie saoudite comprend 28 millions d'habitants dont près de 10 millions d'immigrés et environ 2 millions de travailleurs clandestins. Les 2/3 de la population ont moins de 29 ans. 90% des Saoudiens sont fonctionnaires, donc formant le secteur public. 20% vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Une minorité importante de chiites, les chiffres variant entre 10% et 20% selon les sources, existe notamment dans les zones d'extraction du pétrole.

Concernant les relations internationales du royaume, la guerre depuis mars 2015 au Yémen, coûteuse et loin d'être victorieuse contre les houthis à la religion apparentée au chiisme, montre une incompétence militaire forte malgré l'emploi d'équipements perfectionnés. Par son échec, elle met en péril les gouvernants du royaume alors qu'en outre, les relations historiques et tumultueuses avec l'Iran se tendent d'autant plus depuis l'accord international sur le nucléaire iranien et l'engagement iranien en Syrie.

L'affaiblissement des relations avec les Etats-Unis bien établies depuis 1943 pour garantir la protection du royaume est soumis au doute américain depuis le 11 septembre. Quant aux relations avec la France, autre interlocuteur privilégié, l'auteur regrette leur ambiguïté et le silence français sur le prosélytisme religieux, sans doute en raison d'une grande sensibilité à la diplomatie de portefeuille de l'Arabie saoudite, forme efficace du « soft power ».

Alors l'Arabie saoudite responsable du développement de l'islamisme radical ?

Ardavan Amir-Aslani souligne l'importance des documents dévoilés par Wikileaks depuis 2009 montrant que les donateurs privés en Arabie saoudite demeurent la principale source mondiale de financement des groupes terroristes sunnites. En effet, il faut constater que le réveil de l'Arabie saoudite face à l'islamisme radical a été plutôt tardif malgré des attentats commis sur son sol à partir de 2003. Certes les islamistes ont été combattus sur son sol mais les mesures dans le cadre d'une lutte internationale ont seulement été prises par la royauté saoudienne à compter d'août 2014, avec un rappel à l'ordre envers les ulémas qui condamneront ensuite daech et al qaida.

Il faut sans doute relier cette réaction à la proclamation par daech en juin 2014 du califat, seule autorité légitime à contrôler les lieux saints. La menace était désormais avérée et directe sur la dynastie saoudienne. Il faudra cependant plusieurs mois pour interdire aux Saoudiens le djihad en Syrie mais je remarque que l'auteur ne relève pas la même interdiction pour d'autres pays ayant subi les attaques salafistes.

L'Arabie saoudite est-elle donc le vrai ennemi de notre civilisation ? Manifestement, c'est la conclusion à laquelle arrive l'auteur. Le wahhabisme ne se reformera pas et continuera à promouvoir la rigueur religieuse et le radicalisme. Ce fait est d'autant plus important que cette situation a une influence hors du royaume saoudien. Il devient donc un sujet de relations internationales et donc cette théocratie peut représenter une menace pour la paix. Aujourd'hui, elle est limitée mais la chute financière prédite par l'ouvrage conduira en cas de réalisation au chaos avec des influences certaines au moins dans les pays voisins, sinon le nôtre.

Je poserai pour ma part une autre question : n'aurions-nous pas intérêt à provoquer ce chaos – ou au moins à ne pas l'empêcher – pour permettre un nouveau paysage moyen-oriental. Il ne serait pas moins dangereux dans un premier temps, mais il est vraisemblable que l'islamisme radical d'essence wahhabite/ salafiste serait neutralisé au profit d'un nouvel ordre moyen-oriental peut-être plus conforme aux peuples, à la réalité religieuse de l'islam et aussi à nos intérêts stratégiques bien sûr réfléchis dans un cadre occidental. Cela nécessitera cependant une stratégie active au moins pour contrôler l'accès au pétrole, ce dont nous ne pouvons nous passer aujourd'hui.